

Le Syndicat CFDT Défense Finistère invite à travers son amendement la CFDT à se positionner en faveur d'une politique de développement d'une Europe de la défense.

Ce dernier débat d'amendement ne sera sans doute pas le plus clivant entre nous, il n'en demeure pas moins qu'il est loin d'être anodin politiquement au moins pour 2 raisons :

- Il faut sans doute remonter très loin dans les textes confédéraux pour retrouver des éléments de positionnement de la CFDT sur une telle position en faveur de l'Europe de la défense... en tout cas il n'y a rien de tel au 21<sup>ème</sup> siècle dans nos 5 derniers congrès.
- Ensuite, cette position vient un peu froter l'orientation pacifiste qui est la marque de fabrique du syndicalisme au niveau international. Et même si toutes les organisations syndicales en Europe analysent avec une gravité semblable les événements dramatiques se déroulant actuellement, peu de congrès feront probablement le choix d'inscrire un tel débat en leur sein.

Le fait de retenir cet amendement parmi les 15 débats est en lui-même le signe de l'importance des faits qui sont en train de se passer sur la scène internationale. Les équilibres entre les pays et entre les régions du monde sont en train d'être remis en cause. Nul ne sait quand et comment se finira la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Mais nous pouvons déjà penser que la période actuelle sera un moment de redéfinition de l'histoire du monde comme la chute du mur de Berlin l'a été dans la 2<sup>nde</sup> partie du 20<sup>ème</sup> siècle.

La CFDT est depuis toujours favorable à la construction d'une Europe plus intégrée, plus sociale et solidaire, bien ancrée dans les valeurs de la démocratie, de la paix, du dialogue et du multilatéralisme.

Pourtant, ces dernières années nous ont montré plus que jamais la nécessité que l'Europe s'affirme aussi comme un acteur géopolitique fort si elle veut garantir ses valeurs et les promouvoir. L'ère Trump, comme le Brexit, nous ont montré comment un changement politique soudain peut bouleverser des alliances historiques. L'Amérique regarde avant tout ses intérêts et désinvesti par là même son rôle de gendarme du monde. Aussi, d'autres facteurs du contexte international actuel favorisent l'accélération de la coopération européenne en matière de défense commune. L'Europe se trouve en effet à faire face à des acteurs avec des ambitions et des agendas politiques différentes et, très souvent, opposées aux valeurs et méthode européens : l'agressivité de la Chine face à Hong Kong puis à Taiwan et son ambition de construire un nouvel ordre mondial ; la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ; la propagande anti-européenne de certaines régimes ; les ambitions de s'affirmer en tant que puissance régionale de la Turquie (qui n'a pas hésité à jouer au chantage avec les migrants syriens avant, puis avec l'adhésion de Suède et Finlande à l'OTAN)... le syndicat Défense du Finistère en a cité d'autres à juste titre.

Tous ces éléments nous demandent donc d'accepter l'idée d'une Europe de la Défense mais nous sommes persuadés que cette nouvelle étape doive être bien enracinée (et encadrée) dans les valeurs communes européennes. Nous reconnaissons donc que le commerce et l'interdépendance économique ne suffisent pas à assurer la paix sur notre continent. Accepter l'Europe de la défense, c'est de reconnaître la brutalité géopolitique pure et dure qui malheureusement organise de plus en plus le monde actuel.



Cette réalité, c'est un réveil cauchemardesque pour l'idéal européen. Mais si l'Europe se réveille, cet enjeu commun de défense doit être un nouveau pilier concourant à la réalisation du projet européen. Elle obligera l'Europe à se penser + comme puissance politique.

L'Europe de la Défense devra donc se faire dans une perspective d'approfondissement du projet européen qui protège l'intérêt des citoyens et des travailleurs à une Europe comme espace qui garantit la paix et la démocratie.

Les choses ont commencé à bouger. Le conseil de l'UE a récemment adopté la « Boussole stratégique en matière de sécurité et de défense ». La CFDT et même la confédération européenne des syndicats n'ont pas forcément l'expertise pour intervenir sur l'ensemble de ces questions.

Nous devons désormais l'investiguer plus fortement dans différentes dimensions que je ne fais qu'évoquer :

- Il faudra établir un cadre clair visant à construire une défense commune ce qui nécessite de définir des règles communes d'usage de ces forces dans le cadre multilatéral, ce qui implique l'OTAN ;
- Le cout et la gestion doivent être mutualisés de sorte à refléter cette démarche commune, ce qui implique un objectif industriel bien développé par le syndicat Défense du Finistère mais aussi stratégique face aux multiples risques auxquels sont confrontés les pays européens ;

4

Il faudra également maîtriser une autre répercussion car cet enjeu a par nature des répercussions sur l'ensemble des politiques européennes. Les dépenses militaires ne doivent en aucune façon représenter un moyen pour limiter ou réduire les investissements et dépenses des états membres et de l'UE dans les services publics, les politiques sociales, de l'emploi, etc.

Au nom du bureau national, je vous demande donc de voter pour l'amendement du syndicat Défense du Finistère. C'est un choix difficile mais c'est un choix pour l'Europe, pour nos valeurs de défense de la démocratie et de la liberté.